



Association Internationale de la Sécurité Sociale
Conférence régionale de l'AISS pour l'Afrique

Lusaka, Zambie, 9-12 août 2005

L'assurance maladie de la sécurité sociale

La sécurité sociale et le VIH/SIDA

Nkandu Luo
Professeur et Consultant pour VIH/SIDA
Luo Under Associates
Zambie

ISSA/AFRICA/RC/LUSAKA-3(c)

L'assurance maladie de la sécurité sociale

La sécurité sociale et le VIH/SIDA

Nkandu Luo
Professeur et Consultant pour VIH/SIDA
Luo Under Associates
Zambie

Introduction

Le VIH/SIDA constitue, aujourd'hui, l'infection la plus grave de toute la planète. On la qualifie d'épidémie, mais, en fait, le VIH/SIDA est à l'origine de plusieurs épidémies: outre la maladie elle-même (le SIDA), il faut compter avec le dénuement qui frappe les veuves et les veufs, les décès et les orphelins et enfants vulnérables (OEV).

Nous savons tous, désormais, que la contamination par le VIH, de par son caractère évolutif et complexe, exige une réflexion, une planification et une réaction stratégiques. Le taux de contamination varie, selon les pays, dans une fourchette allant de moins de 0,1 pour cent à plus de 35 pour cent.

Alors que l'Afrique n'abrite que 10 pour cent de la population mondiale, on y trouve 90 pour cent des cas recensés de VIH/SIDA.

L'impact du VIH/SIDA

Premier facteur global de mortalité, et de loin, en Afrique, le VIH/SIDA vient en quatrième place sur l'ensemble de la planète.

Qui plus est, la contagion ne cesse pas: on estime à 16 000 le nombre de nouvelles contaminations par jour.

La pandémie de VIH est devenue, sur le continent africain, le problème socioéconomique, politique et culturel le plus grave du siècle. Elle n'est peut-être comparable, en conséquences, qu'à la traite des esclaves, dans les siècles passés.

Quasiment aucun aspect de la vie, ni publique ni privée, n'échappe aux répercussions dévastatrices de la pandémie de VIH/SIDA. Tous les progrès réalisés, en matière de développement, au cours des dernières dizaines d'années, sont systématiquement stoppés, voire anéantis, par le VIH/SIDA.

Toute la substance et le tissu social qui fondent nos collectivités sont en train d'être détruits par l'épidémie. Notons également que les liens sociaux et culturels, tissés par toute une

succession de générations, sont gravement ébranlés, menacés et mis à l'épreuve par l'épidémie.

Les défis

L'une des plus grosses difficultés, aujourd'hui, découle, pour de nombreux pays, du fait que le VIH/SIDA n'a pas reçu, malgré l'ampleur de la mortalité, la priorité qu'il méritait. Tous les secteurs, publics comme privés, se sont trouvés seuls face aux problèmes de leurs salariés: maladie chronique, décès, soins médicaux, absentéisme, frais d'obsèques et autres dépenses d'ordre social.

Problèmes à résoudre

Problèmes liés aux conséquences du VIH/SIDA

- Hospitalisations fréquentes dues aux infections opportunistes favorisées par un déficit du système immunitaire.
- Situations d'abandon des orphelins, des veuves et des veufs, après le décès du soutien de famille.
- Fait important qui ressort de plusieurs études: la plupart des orphelins sont pris en charge par des personnes âgées, le plus souvent pauvres, sans emploi ni aucune activité rémunérée. Pire encore, selon des études, 2 pour cent des enfants vivent dans un foyer dont le chef de famille est lui-même un enfant.

Problèmes liés à la conception des régimes de sécurité sociale

- Rares sont les pays africains disposant d'un système d'assurance maladie correctement développé pour venir en aide aux malades. La Zambie n'échappe pas à la règle.
- Certaines sociétés et organismes, notamment dans le secteur public, qui constitue le plus gros employeur du pays, n'offrent aucun régime de protection maladie à leurs employés.
- Dans les quelques entreprises qui ont réussi à mettre en place des politiques de santé, la politique concernant le VIH/SIDA est faible dans certains cas, relativement complète dans d'autres.
- Certaines actions sanitaires publiques ont beau promouvoir la santé en général, elles ne sont pas nécessairement adaptées au VIH/SIDA.
- Quand on examine les régimes de sécurité sociale, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas faits pour aider les sans-emploi, les êtres vulnérables ni les personnes âgées. Par exemple, un régime comme l'Office national du régime des pensions est exclusivement réservé aux titulaires d'une pension.

VIH/SIDA et sécurité sociale

Le VIH/SIDA fait peser, en soi, une forte demande sur la sécurité sociale. Mais, en plus, quand le soutien de famille décède, du même coup, la pauvreté s'installe et le nombre d'orphelins augmente. De nombreuses études ont montré que, dans de nombreuses régions du monde, le VIH/SIDA privait les personnes âgées et les handicapés de tout soutien familial.

Non seulement le VIH/SIDA est une maladie chronique nécessitant des séjours fréquents à l'hôpital, mais la veuve, le veuf ou les orphelins qui se retrouvent seuls peuvent très bien avoir été eux-mêmes contaminés et avoir besoin, à leur tour, d'être soignés et hospitalisés.

Non seulement le VIH/SIDA condamne des familles à la pauvreté, lorsque le soutien de famille décède ou tombe malade, mais, en outre, il est une source de tension psychologique énorme, du fait des décès à répétition. Les personnes âgées qui s'occupent d'orphelins le font sans recevoir beaucoup d'aide, à supposer qu'ils en reçoivent. De plus, la plupart des pays n'ont que très peu de travailleurs sociaux, quand ils en ont, pour atténuer l'impact de ce genre de décès et suppléer au défunt par une intervention d'urgence ou des secours ponctuels.

Notons que la majorité des orphelins et enfants vulnérables ainsi que des personnes âgées qui s'occupent d'eux se trouvent en zone rurale, d'où toute forme de service de sécurité sociale est absente.

Les services de sécurité sociale en Zambie sont fournis par les institutions suivantes:

- Office national du régime des pensions (*National Pension Scheme Authority (NAPSA)*).
- Caisse de retraite du service public (*Public Service Pension Fund (PSPF)*).
- Fonds de retraite des collectivités locales (*Local Authorities Superannuation Fund (LASF)*).
- Conseil de contrôle de la caisse de réparation des accidents du travail (*Workers' Compensation Fund Control Board (WCFCB)*).
- Système de soins de santé.
- Régimes de retraite volontaires et privés.
- Assurances maladie d'entreprise.

Depuis quelque temps, les entreprises ont entamé la mise sur pied de dispositifs de lutte contre l'épidémie (prévention, soins et soutien aux malades, y compris thérapie antirétrovirale). Les régimes de sécurité sociale sont, eux, inexistantes ou hors d'atteinte. Les personnes qui parviennent à obtenir de l'aide, la doivent à la Direction des affaires sociales, aux grandes organisations non gouvernementales (ONG) ou aux petites associations locales. Malheureusement, les ministères et les directions chargées de l'aide sociale ne sont pas en mesure de remplir les obligations que leur impose la loi, du fait de l'insuffisance des ressources financières disponibles.

Aspects à tenir compte pour les régimes de sécurité sociale

- Ces régimes sont incapables de faire face aux conséquences du VIH/SIDA.
- Il leur faut plus de soutien.
- Il faut faire pression et plaider pour que les organismes de sécurité sociale reçoivent plus de ressources pour lutter contre l'infection, leurs ressources propres étant réduites par le déclin économique.
- Il faut mettre en place un système coordonné, qui puisse être contrôlé et évalué.
- Il faut élaborer et mettre en œuvre un cadre d'action pour les régimes de sécurité sociale. Cette action devrait tenir compte des besoins des différents groupes (séropositifs, malades du SIDA, personnes qui s'occupent d'un parent malade, orphelins et enfants vulnérables, veuves et veufs).

Conclusion

Bien que l'épidémie du VIH/SIDA sévisse depuis de nombreuses années, le système de sécurité sociale n'est pas assez développé pour pouvoir y faire face. En fait, très peu de pays peuvent se targuer d'avoir mis sur pied un système complet qui réponde à toutes les ramifications des implications sociales du VIH/SIDA.

L'Afrique doit investir dans son système de sécurité sociale, afin d'améliorer la qualité de vie des malades du SIDA, des veuves et des veufs. Ce système doit aussi s'occuper spécifiquement des orphelins et enfants vulnérables, des jeunes et des femmes.

Les régimes de sécurité sociale sont mis au défi de se montrer à la hauteur de la situation: le moment est venu.